



**Coalition of European
AGRIREGIONS**



Bruxelles, 18 Octobre 2019

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les Régions agricoles de l'UE réitèrent leur appel aux décideurs politiques UE pour qu'ils renforcent davantage l'OCM des fruits et légumes et les régimes de qualité de l'UE et pour qu'ils préservent leur rôle dans la mise en œuvre de la future PAC.

Le 17 octobre 2019, les réseaux européens AREFLH, AREPO et AGREGIONS ont organisé la conférence conjointe "Gouvernance, Organisation Commune de Marché et Indications Géographiques dans la future PAC après 2020". Cet événement multilatéral a rassemblé plus de 100 participants entre les décideurs politiques européens et régionaux et les représentants des organisations professionnelles et de la société civile. C'était l'occasion de discuter de l'état actuel de la réforme de la PAC et d'approfondir les changements proposés à l'OCM des fruits et légumes et aux systèmes de qualité de l'UE, ainsi que le rôle des Régions européennes comme autorités de gestion de la future PAC.

Dans leur discours d'ouverture, les Présidents de l'AREFLH, de l'AREPO et d'AGRIREGIONS ont pris la parole pour accueillir les participants et présenter leurs réseaux et leurs respectives positions sur la réforme de la PAC.

La première table ronde a porté sur le rôle des régions européennes dans la future PAC. Le modérateur Olivier Allain, Vice-Président de la Région Bretagne en charge de l'agriculture et coordinateur d'AGRIREGIONS, a ouvert la conférence en rappelant que les Régions ont joué un « rôle clé dans la promotion et la mise en œuvre de la transition agroécologique, la compétitivité et l'attractivité des exploitations et zones rurales ». Soulignant l'importance du maintien des autorités de gestion régionales dans la future PAC, Friedlinde Gurr-Hirsch, Secrétaire d'État auprès du Ministère des affaires rurales et de la protection des consommateurs du Bade-Wurtemberg et Arnold Schuler, Conseiller Provincial pour l'agriculture de la Province Autonome de Bolzano-Alto Adige, ont appelé à un deuxième pilier fort et flexible au niveau régional pour répondre aux attentes des agriculteurs comme des consommateurs au niveau local. Pour le député européen Herbert Dorfmann, « il est impossible pour l'agriculture européenne de relever de nombreux défis sans renforcer le rôle des autorités régionales dans la gestion du deuxième pilier. Le règlement PAC devrait évoluer dans ce sens ». Interrogé sur l'ambition environnementale de la PAC, Kari Valonen, porte-parole du CSA à la Représentation permanente de la Finlande, a insisté sur le fait que le « New Deal » vert pour l'Europe ne pourrait être réalisé sans la PAC et sans un deuxième pilier fort, avec des mesures ad hoc pour relever les défis environnementaux et climatiques locaux.

La deuxième séance a été l'occasion de discuter des défis actuels auxquels est confronté le secteur des fruits et légumes. La modératrice Simona Caselli, Ministre pour l'agriculture de la région Emilie-Romagne et Présidente de l'AREFLH, a demandé aux intervenants présents de partager leurs points de vue sur la manière dont l'organisation des producteurs et le secteur des fruits et légumes peuvent être encore renforcés. L'eurodéputée Clara Aguilera a rappelé que l'OCM des fruits et légumes s'est avérée être un outil efficace et économique qui doit encore être consolidé par une meilleure concentration de l'offre, une étape cruciale si nous voulons renforcer la position des agriculteurs dans la filière. Interrogés sur la manière dont les organisations de producteurs peuvent tirer le meilleur parti des outils de gestion et de prévention des risques actuellement disponibles dans le cadre de l'OCM des fruits et légumes, Jean-Louis Moulon, Président du conseil des producteurs de l'AREFLH, et Luc Vanoirbeek, Président du groupe de travail F&V du Copa Cogeca, ont insisté sur les menaces posées par le changement climatique et les urgences phytosanitaires, soulignant que l'OCM était effectivement un outil très important mais qui ne peut être considéré comme la solution à tous les problèmes. Le secteur des fruits et légumes a encore besoin d'un soutien plus large de la part des autres mécanismes de la PAC.

Enfin, la Présidente a également interrogé les orateurs sur la nécessité cruciale de revoir les politiques de commerce et de recherche et développement dans le secteur des fruits et légumes : Maria Teresa Cháfer Nácher,



**Coalition of European
AGRIREGIONS**



Directrice Générale de l'agriculture de la région de Valence, a souligné la nécessité de modifier la politique commerciale européenne actuelle pour garantir que les agriculteurs européens soient en mesure de concurrencer les producteurs des pays tiers sur un pied d'égalité et a exprimé son soutien à un financement accru en matière de recherche et innovation dans le domaine des fruits et légumes. Dans sa conclusion, Simona Caselli a déclaré que « l'OCM F&V s'est avérée à plusieurs reprises être un instrument extrêmement efficace qui doit être préservé et renforcé dans la future PAC. Toutefois, il est urgent de renforcer les outils de prévention et de gestion des crises afin de mieux relever les défis posés par le changement climatique et les urgences phytosanitaires ».

La troisième et dernière table ronde a porté sur le rôle des Indications Géographiques (IG) dans le futur cadre de la PAC. Claude Vermot-Desroches, Président d'OrigIn, a animé la table ronde. Il a souligné les demandes conjointes de l'AREPO et d'OrigIn sur la nouvelle PAC, ainsi que les principaux résultats obtenus pour assurer un soutien adéquat aux IG dans le développement rural et pour renforcer leur protection dans la réglementation de la qualité. Jérémy Decerle, co-rapporteur du Parlement européen sur le Règlement Modificatif, a rappelé que le Parlement européen récemment élu a l'intention de renforcer le travail entamé par la législature précédente sur les IG, « l'UE devrait remettre en avant son agriculture et les IG peuvent contribuer à ce processus ».

Les intervenants, animés par le modérateur, ont souligné l'importance des Indications Géographiques pour leurs Régions et leurs producteurs en termes de développement économique et rural et de compétitivité. Begoña García Bernal, Conseillère régionale pour l'agriculture et le développement rural d'Estrémadure, a notamment déclaré que nous devrions simplifier l'accès des petits producteurs aux systèmes des quality, sans compromettre les caractéristiques spécifiques qui en définissent l'unicité, à savoir le facteur humain et le lien avec le territoire. Jean-Pierre Raynaud, Vice-Président de la Région Nouvelle-Aquitaine chargé de l'Agriculture, et Marco Remaschi, Ministre à l'Agriculture de la Région Toscane, ont également souligné le rôle essentiel du facteur humain et du lien avec le territoire pour faire vivre des zones autrement marginales et pour préserver les traditions culturelles dans des lieux qui auraient vu autrement le dépeuplement et la disparition des terres, paysages et productions agricoles.



**Coalition of European
AGRIREGIONS**



A propos de nous

L'Assemblée des régions horticoles européennes (AREFLH) est une association européenne représentant 20 régions de l'UE et 25 associations d'organisations de producteurs dans 7 pays européens. Ses principales missions sont les suivantes : défendre les intérêts économiques et sociaux des secteurs des fruits et légumes et de l'horticulture en Europe ; favoriser les échanges de bonnes pratiques, les partenariats et les projets communs entre régions et organisations professionnelles ; rechercher activement de nouvelles solutions aux principaux problèmes affectant l'avenir de la production de fruits et légumes en Europe.

L'Association des régions européennes pour les produits d'origine (AREPO) regroupe 34 régions de 9 États membres de l'UE et plus de 700 associations de producteurs d'indications géographiques de ces régions, soit plus de 50% des IG européennes. L'AREPO a pour but de promouvoir et de défendre les intérêts des producteurs et des consommateurs des régions européennes qui s'engagent à promouvoir des produits agroalimentaires de qualité.

La Coalition des agri-régions européennes est la voix des régions européennes mobilisées pour défendre une politique agricole commune forte et le rôle des régions européennes dans sa gestion et sa mise en œuvre. La Coalition rassemble 14 régions agricoles européennes de 6 États membres différents, représentant plus de 15% de la population de l'UE et 18% de la superficie agricole européenne utilisée.